



**Secrétariat général
Délégation à la mobilité et aux carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/DMC/2017-522

13/06/2017

Date de mise en application : 09/06/2017

Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 13/06/2017

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 1

Objet : Avis de vacances de postes : Che(fe) de service, secrétaire général(e) adjoint(e), Sous-directeur(trice) au service "Europe et International" et Chef(fe) de service "Compétitivité et performance environnementale" à la DGPEE.



JORF n°0134 du 9 juin 2017
texte n° 94

Avis de vacance d'un emploi de chef(fe) de service

NOR: AGRS1716620V
ELI: Non disponible

Est susceptible d'être vacant au secrétariat général du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'emploi de chef (fe) de service, secrétaire général(e) adjoint(e).

Le secrétariat général comprend cinq services : le service des affaires financières, sociales et logistiques, le service des affaires juridiques dirigés chacun par un directeur, le service de la statistique et de la prospective, le service des ressources humaines, le service de la modernisation et la délégation à l'information et à la communication. Il compte 900 agents.

Le(a) secrétaire général(e) adjoint(e) assiste la secrétaire générale dans le pilotage de l'ensemble des activités du secrétariat général. A ce titre, il (elle) est amené(e) à assurer l'intérim de la secrétaire générale et la représente dans les réunions de niveau direction.

Il (elle) est chargé(e) de suivre les sujets transversaux impactant l'ensemble du secrétariat général et d'animer des chantiers d'organisation et d'animation interne.

Une bonne expérience des politiques publiques mises en œuvre par le ministère au niveau central et en services déconcentrés, de leur pilotage et de leur évaluation, est indispensable ainsi qu'une bonne maîtrise du fonctionnement interministériel. Il (elle) devra être à l'écoute des différentes directions de l'administration centrale et des services déconcentrés, afin d'être en mesure de porter un avis pertinent sur l'allocation des moyens des différentes fonctions support. Sa connaissance de l'ensemble de l'administration du ministère, y compris des opérateurs, lui permettra d'appuyer la secrétaire générale sur les réflexions stratégiques et les évolutions à mettre en œuvre dans l'ensemble du périmètre ministériel dans le cadre des politiques de modernisation de l'action publique. Une expérience interministérielle serait également utile à cet égard.

Le(a) candidat(e) devra avoir fait ses preuves dans le management, la communication, le dialogue et la négociation. Ses qualités relationnelles lui permettront de travailler dans les meilleures conditions avec le cabinet du ministre, les autres directions et les différents services qui composent le secrétariat général, et de porter à l'extérieur du ministère ses priorités.

Toute demande d'informations complémentaires se fera auprès de Mme Valérie METRICH-HECQUET, secrétaire générale et de M. Michel MAGIMEL, secrétaire général adjoint.

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 modifié relatif aux emplois de chef de service des administrations de l'Etat, les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être transmises, par la voie hiérarchique, à la secrétaire générale du ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 78, rue de Varenne, Paris (7e), dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la République française.



JORF n°0134 du 9 juin 2017
texte n° 96

Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur(trice)

NOR: AGRS1716622V
ELI: Non disponible

Est vacant au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'emploi de sous-directeur(trice) « Europe » au service « Europe et International » de la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE).

La DGPE pilote pour les secteurs agricole, agroalimentaire, du cheval, de la forêt et du bois, l'action du ministère relative à l'orientation et au développement des productions et des filières, à la gestion des marchés, aux relations commerciales, à l'aménagement et au développement des territoires ruraux et, sous réserve des compétences de la direction générale de l'alimentation, à l'environnement. Elle met en œuvre la politique agricole commune. Elle coordonne l'action des directions du ministère en matière de relations européennes et internationales ainsi qu'en matière de relations avec les collectivités ultra-marines.

La sous-direction « Europe » prépare et conduit les négociations en matière de politiques agricoles au sein de l'Union européenne et participe à la préparation et à la conduite de travaux ou de négociations portant sur les autres politiques européennes touchant le champ de compétence du ministère et sur le commerce international. Elle assure la coordination générale des autres directions et services dans le cadre du fonctionnement des institutions européennes ainsi que de l'Organisation de coopération de développement économique et de l'Organisation mondiale du commerce. Elle assure la coordination pour les relations bilatérales agricoles avec les pays de l'Union européenne ou ayant vocation à y adhérer.

Le (la) titulaire de l'emploi sera chargé (e) d'animer les bureaux de la sous-direction et de travailler en coopération étroite avec les autres services de la DGPE, les autres directions de l'administration centrale du ministère et l'ensemble de nos partenaires ministériels et européens.

Pour assurer ces missions, le candidat doit posséder une solide expérience de management. Il doit disposer en outre d'une connaissance approfondie des politiques publiques menées par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation ainsi qu'une expérience confirmée dans le domaine international et notamment européen. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Tous renseignements sur l'emploi peuvent être obtenus auprès de M. Hervé DURAND, directeur général adjoint de la performance économique et environnementale des entreprises (tél. : 01-49-55-57-25) et de M. Frédéric LAMBERT, chef du service « Europe et International » (tél. : 01-49-55-46-44).

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 modifié, relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'État, les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être transmises par la voie hiérarchique, à la DGPE, à l'attention du directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises par intérim, 3, rue Barbet de Jouy, Paris (7e) et à la délégation à la mobilité et aux carrières, secrétariat général du ministère de l'agriculture et de l'alimentation 78, rue de Varenne, 75007 Paris, dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la République française.

JORF n°0134 du 9 juin 2017
texte n° 95

Avis de vacance d'un emploi de chef(fe) de service

NOR: AGRS1716621V
ELI: Non disponible

Est vacant au ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'emploi de chef du service « compétitivité et performance environnementale » à la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE).

Le(a) chef(fe) du service « compétitivité et performance environnementale » sera chargé(e) des mesures en faveur de la compétitivité et de la performance environnementale des entreprises, des filières agricoles, agroalimentaires, du cheval, de la forêt et du bois et de la bioéconomie. Il(elle) veillera à la mise en œuvre de ces mesures et à leur évaluation. Il(elle) fixera les moyens visant à améliorer la compétitivité économique des entreprises des filières agricoles et agroalimentaires, du cheval, de la forêt et du bois et de la bioéconomie et leur insertion environnementale et territoriale, à développer des pratiques innovantes et performantes au plan environnemental. Il(elle) définira et mettra en œuvre les politiques relatives à la gestion des aléas environnementaux, climatiques, sanitaires et économiques de la production agricole, forestière et agroalimentaire. Il(elle) définira également les politiques publiques d'organisation économique, de valorisation de la qualité et de l'origine des produits des entreprises des filières agricoles, agroalimentaires, du cheval, de la forêt et du bois et de la bioéconomie. Il(elle) animera et soutiendra le développement technologique et l'innovation des entreprises, des filières agricoles, agroalimentaires, du cheval, de la forêt et du bois et de la bioéconomie. Il(elle) élaborera et mettra en œuvre la politique du ministère en faveur du soutien et du financement des entreprises des filières agricoles, agroalimentaires, du cheval, de la forêt et du bois et de la bioéconomie. Il(elle) concourra à la définition et à la mise en œuvre d'actions financées par les fonds européens. Dans le cadre des compétences du ministère, il(elle) participera à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'environnement et d'usage de l'eau, de changement climatique, de biodiversité, de sols et d'air, ainsi qu'à la gestion durable des espaces naturels, agricoles, forestiers, ruraux et périurbains. Il(elle) animera et soutiendra une politique de gestion durable des sols et de l'eau et contribuera aux politiques publiques en matière d'économie circulaire. Il(elle) participera dans le domaine de l'hydraulique agricole à la gestion des propriétés du ministère. Il(elle) élaborera la politique du ministère en matière de préservation du foncier agricole et plus largement contribuera à la gestion durable des espaces naturels, agricoles et forestiers. Il(elle) élaborera la politique du ministère en matière de contrôle des structures et de statut du fermage. Il(elle) contribuera à l'orientation du développement agricole et assurera notamment à ce titre la mise en œuvre des programmes pluriannuels des chambres d'agriculture. Il(elle) sera chargé d'animer les deux sous-directions du service.

Pour assurer ces missions, le(a) candidat(e) devra disposer d'une connaissance approfondie des politiques conduites par le ministère ainsi que de son fonctionnement (administration centrale, services déconcentrés et opérateurs). Il(elle) devra avoir une expérience du fonctionnement interministériel et devra posséder de solides aptitudes à l'encadrement supérieur, à l'animation d'équipes et à la négociation. Une expérience professionnelle acquise dans les filières agricoles et agroalimentaires serait un atout.

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012 modifié, relatif aux emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'État, les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être transmises par la voie hiérarchique, à l'attention de M. Hervé DURAND, directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises par Intérim, 3, rue Barbet-de-Jouy, Paris (75007) et à la délégation à la mobilité et aux carrières, secrétariat général du ministère de l'agriculture et de l'alimentation 78, rue de Varenne, Paris (75007), dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au Journal officiel de la République française.